



**PRÉFET
DE LA SARTHE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Départementale de la
Protection des Populations de la Sarthe**

Service protection de l'environnement
19 boulevard Paixhans
CS 91631
72013 Le Mans

Le Mans, le 01/10/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 30/09/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

ACSC - PESCHERAY-PARC ZOOLOGIQUE

DOMAINE DE PESCHERAY
72370 Le Breil-Sur-Mérize

Code AIOT : 0057200292

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 30/09/2024 dans l'établissement ACSC - PESCHERAY-PARC ZOOLOGIQUE implanté DOMAINE DE PESCHERAY 72370 Le Breil-sur-Mérize. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection fait suite à l'absence de capacitaire titulaire sur le site depuis mars 2023. Cette inspection a pour objectif de vérifier l'existence et la mise en œuvre des procédures notamment de celles relatives aux animaux dangereux et de s'assurer de la sécurité du personnel et des visiteurs sur le site.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ACSC - PESCHERAY-PARC ZOOLOGIQUE
- DOMAINE DE PESCHERAY 72370 Le Breil-sur-Mérize
- Code AIOT : 0057200292
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Parc zoologique relevant du régime de l'autorisation au titre de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées pour l'Environnement.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Informations générales	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1	Demande d'action corrective	6 mois
2	De l'organisation générale des établissements	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 2	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	De l'organisation générale des établissements	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 4	Demande d'action corrective	15 jours
4	De l'organisation générale des établissements	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 5	Demande d'action corrective	3 mois
6	De la prévention des accidents.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 7	Demande d'action corrective	3 mois
7	De la prévention des accidents.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	15 jours
8	Des conduites d'élevage des animaux.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 24	Demande d'action corrective	3 mois
9	Des conduites d'élevage des animaux.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 25	Demande d'action corrective	3 mois
13	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 35	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	De la prévention des accidents.	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 6	Sans objet
10	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 31	Sans objet
11	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 32	Sans objet
12	Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...	Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 33	Sans objet
14	Des installations	Arrêté Ministériel du 25/03/2004,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	d'hébergement et de présentation au public des ...	article 38	

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a ciblé la thématique des espèces dangereuses sur le site. Le contrôle physique de certains enclos a permis de constater que les clôtures étaient solides et très bien entretenues. Le risque d'évasion ou accident est maîtrisé.

Néanmoins, des non-conformités concernant le suivi administratif ont été relevées, en particulier les procédures d'entrée dans les enclos et bâtiment des espèces dangereuses : celles-ci qui ne sont pas à jour ou absentes pour certaines.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Informations générales

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 1
Thème(s) : Situation administrative, Informations générales
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le présent arrêté s'applique aux établissements zoologiques à caractère fixe et permanent, présentant au public des spécimens vivants de la faune locale ou étrangère, pendant au minimum sept jours par an. Les établissements détenant exclusivement des animaux des espèces dont la liste est fixée en application de l'article R. 413-6 du code de l'environnement ne sont pas soumis aux dispositions du chapitre 6 du présent arrêté. Toutefois, ceux d'entre eux qui détiennent des animaux d'espèces protégées en application des articles L. 411-1 et L. 411-2 du code de l'environnement ou figurant en annexe A du règlement n° 338 / 97 du 9 décembre 1996 susvisé sont tenus de se conformer aux articles 54 et 55 du présent arrêté.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le domaine de Pescheray a la particularité d'être un E.S.A.T en plus d'un parc zoologique ouvert au public. Le domaine est ouvert 232 jours par an. Au jour de l'inspection, le parc comptait 426 animaux dont 87 espèces d'animaux non domestiques. 21 espèces présentes sont des espèces reconnues dangereuses. Point conforme .</p> <p>La liste des animaux présents sur le site a évolué ainsi que les enclos des animaux. Aucune information à la DDPP n'a été réalisée pour ces multiples changements</p> <p>Point non conforme</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Dans le cadre de la mise à jour de l'arrêté préfectoral (APC n°2015078-0020 du 19 mars 2015) donnant autorisation d'ouverture de l'établissement, il est attendu la transmission au service Installations Classées la liste des animaux actuellement sur le site ainsi qu'un plan précis du site avec les enclos.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 6 mois

N° 2 : De l'organisation générale des établissements.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 2
Thème(s) : Risques accidentels, Mise en sécurité du site
Prescription contrôlée : Les limites des établissements sont matérialisées par une enceinte extérieure, différente des enclos, faisant obstacle au passage des personnes et des animaux et dont les caractéristiques doivent permettre de prévenir les perturbations causées aux animaux par des personnes se trouvant à l'extérieur de l'établissement et garantir la sécurité des personnes. Toutefois, l'enceinte extérieure peut ne pas être différente de celles des enclos, notamment dans le cas des enclos d'une surface supérieure à deux hectares, si ses caractéristiques lui permettent de prévenir les évasions des animaux hébergés, les pénétrations non contrôlées de personnes ou d'animaux étrangers à l'établissement, les perturbations des animaux du fait de personnes se trouvant à l'extérieur de l'établissement et qu'elles garantissent la sécurité des personnes. La hauteur de cette enceinte est au minimum de 1,80 mètre. L'exigence d'une enceinte extérieure ne s'applique pas aux établissements où les présentations d'animaux au public s'effectuent à l'intérieur de bâtiments clos, tels les aquariums ou les vivariums.
Constats : L'intégrité de la clôture extérieure n'a pas été vérifiée lors de l'inspection. Le règlement de service prévoit le contrôle de la clôture périphérique du site tous les mois. Lors de l'inspection, il a été rapporté que ce contrôle devait être effectué tous les 15 jours. Une feuille d'émargement est remplie pour chaque contrôle.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu de la part de l'exploitant l'envoi de la feuille d'émargement de vérification de la clôture périphérique et de mettre à jour le règlement de service concernant la fréquence de vérification de la clôture extérieure.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 3 : De l'organisation générale des établissements.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 4
Thème(s) : Situation administrative, Titulaire d'un Certificat de Capacité
Prescription contrôlée : Sans préjudice des responsabilités exercées par les autres personnels, les titulaires du certificat de capacité prévu à l'article L. 413-2 du code de l'environnement exercent une surveillance permanente de l'établissement dans lequel ils sont affectés aux fins de mettre en œuvre et contrôler les dispositions prises en application de l'article L. 413-3 du code de l'environnement. Cette surveillance requiert l'occupation du poste à temps complet au sein de l'établissement, les absences des titulaires de certificat de capacité devant être limitées aux périodes légales de repos et de congé, aux périodes nécessaires à leur formation ainsi qu'aux déplacements à caractère professionnel. Les titulaires du certificat de capacité doivent posséder un pouvoir de décision et un degré d'autonomie suffisants pour leur permettre d'assurer leurs missions.

<p>Constats :</p> <p>L'établissement ne possède plus de capacitaire titulaire depuis mars 2023. Une suppléance est assurée tous les mois par l'ancien capacitaire qui est tuteur de la nouvelle responsable zoologique du site . Cette situation transitoire arrive à ces limites puisque cette responsable n'a malheureusement pas réussi à obtenir son certificat de capacité de présentation au public d'espèces non domestiques.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est attendu de la part de l'exploitant la transmission d'un porter à connaissance portant sur les solutions à court et moyen terme pour pallier à l'absence d'un capacitaire titulaire sur le site. Ce porter à connaissance devra contenir les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> • la fréquence des visites du nouveau capacitaire sur le site en attente d'un capacitaire titulaire. • Les modalités d'intervention (visites régulières, urgence, ..) • la mise en place d'un journal de bord qui devra être transmis à la DDPP tous les mois. • l'aide au recrutement d'un capacitaire pérenne sur le site en vue de l'obtention en fonction du candidat retenu d'un CDC élevage local avant <u>Juin 2025</u> et d'un CDC présentation au public avant <u>décembre 2025</u>. • l'engagement par le responsable zoologique de la mise à jour des procédures attendues sous 3 mois • la structure technique sur laquelle le capacitaire transitoire pourra s'appuyer (détailler l'expérience, la compétence et l'ancienneté des soigneurs en place..) • l'articulation de la mise à disposition du vétérinaire du spaycific zoo avec FAUNE VET • la convention signée entre le domaine de Pescheray et le capacitaire.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 15 jours</p>

N° 4 : De l'organisation générale des établissements.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 5</p>
<p>Thème(s) : Situation administrative, Règlement intérieur – Règlement de service</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant élabore et fait respecter un règlement intérieur et un règlement de service dont les caractéristiques figurent en annexe 1 au présent arrêté. L'ensemble des programmes, des procédures et documents écrits, prévus par le présent arrêté, sont tenus à jour et mis à la disposition des agents de l'administration en charge de leur contrôle.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le règlement intérieur fourni n'est pas à jour:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Il n'est pas daté • les heures d'ouverture et de fermeture sont absentes. <p>Pour rappel, ce règlement doit être affiché et à la vue des visiteurs.</p> <p>Le règlement de service n'a pas été mis à jour, les éléments suivants sont absents ou incomplets:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Absence de date et signature • Article 3 : la fréquence de contrôle de la clôture extérieure est fixé mensuellement

<ul style="list-style-type: none"> consigne de sécurité, article 1 : mises à jour des procédures de sécurité du personnel, des visiteurs et des animaux en cas de danger,
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu de la part de l'exploitant, la mise à jour du règlement intérieur et du règlement de service suivant l'annexe 1 de l'arrêté ministériel du 25 mars 2004.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : De la prévention des accidents.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 6
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des accidents
Prescription contrôlée : L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, la construction et l'exploitation de l'établissement pour prévenir et réduire les risques d'accidents. Pour les établissements relevant de la rubrique 2140 de la nomenclature des installations classées, l'étude d'impact et l'étude des dangers prévues à l'article R. 512-6 du code de l'environnement doivent inclure une analyse portant sur les risques pour la sécurité et la santé des personnes (personnels et visiteurs) du fait, notamment, des animaux d'espèces considérées comme dangereuses et des activités qui s'y rapportent. Les caractéristiques des installations et du fonctionnement des établissements ainsi que les modalités de leur surveillance doivent être définies de manière à permettre la prévention de tels risques.
Constats : Une étude d'impact et une analyse des dangers ont été réalisées en 2013. L'analyse des dangers a abordé la problématique du risque des morsures et griffures des animaux sur le personnel ou les visiteurs ainsi que le risque dû à des facteurs extérieurs (risques incendie, accident...).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : De la prévention des accidents.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 7
Thème(s) : Risques accidentels, Plan de secours
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan de secours dont les caractéristiques figurent en annexe 1 au présent arrêté. Les établissements sont tenus de prévoir la présence permanente d'au moins un membre de leur personnel ayant reçu une formation de secouriste. Ils doivent disposer d'un local installé en poste de secours équipé de façon à pouvoir dispenser les premiers soins. Un réseau de communication intérieur est mis en place et relié en permanence au personnel chargé de la sécurité.
Constats : Le plan de secours n'a pas été présenté lors de l'inspection . Pour rappel, celui-ci doit comporter les éléments suivants:

<ul style="list-style-type: none"> • les moyens et les procédures à mettre en œuvre ainsi que les missions et responsabilités des personnes travaillant dans l'établissement ; • les consignes à suivre pour les personnels qui seraient impliqués dans ces situations ou qui auraient à les subir ; • les issues devant être empruntées pour quitter l'établissement ; • les conditions d'alerte des services médicaux ou de secours ou de toute autre personne extérieure dont le concours est nécessaire. <p>Ces services ou personnes doivent être au préalable informés des conditions dans lesquelles ils auront à intervenir.</p> <p>Ils doivent être notamment informés des types de blessures pouvant survenir, des espèces animales impliquées et des circonstances possibles de leur apparition. Le plan de secours doit être porté à la connaissance du personnel de l'établissement. Il est communiqué au maire et au préfet.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est attendu de la part de l'exploitant la mise à jour du plan de secours comprenant les éléments cités ci-dessus.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 7 : De la prévention des accidents.

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 9</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Accidents – Transmission au préfet</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient informé le préfet du département des accidents et des situations impliquant des animaux portant ou susceptibles de porter préjudice à la sécurité ou à la santé des personnes, telles les blessures infligées aux personnes ou les évasions d'animaux.</p>
<p>Constats :</p> <p>Le domaine de Pescheray tient informé régulièrement la DDPP des accidents et des situations impliquant les animaux.</p> <p>Un registre des accidents existe, celui-ci n'a pas été consulté lors de l'inspection.</p> <p>Depuis l'arrivée de la nouvelle responsable animalière en mars 2023, il a été déclaré les faits suivants à la DDPP:</p> <ul style="list-style-type: none"> • le 21/03/2023: effraction dans le parc zoologique dans la nuit du 19/03/2023 au 20/03/2023 avec le vol d'un fusil hypodermique. • le 01/08/2023: évasion d'un wallaby albinos et d'une grue du Japon. • le 5/06/2024: évasion d'une femelle cerf axis. <p>Point conforme.</p> <p>Il a été remonté lors de l'inspection des morsures de lémuriens sur les visiteurs, ce type d'accident n'a pas été déclaré auprès de la DDPP.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est attendu de la part de l'exploitant l'envoi du registre des différents accidents depuis début 2023.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 15 jours

N° 8 : Des conduites d'élevage des animaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 24
Thème(s) : Risques accidentels, Procédures -entretien des espèces dangereuses
Prescription contrôlée : Des procédures écrites fixent les conditions d'intervention du personnel participant à l'entretien des animaux d'espèces considérées comme dangereuses.
Constats : Le site possède 21 espèces d'animaux non domestiques réputées dangereuses au sens de l'arrêté du 21 novembre 1997. Ces espèces sont les suivantes: élans, cerfs axis, bisons d'Europe, ouistitis, loups, cerfs élaphe, cerfs sika, daims, émeus, lémons fauve, lémons cattes, ocelots, lynx boréal, nandous d'Amérique, saïmiris communes, ours brun, mouflons à manchette, bouquetins des alpes, chevreuils, tapirs terrestre, mouflons méditerranéen et chevaux de Przewalski. Les procédures suivantes ont été vues: <ul style="list-style-type: none"> • la procédure "intervention dans l'enclos des ours" a été mise à jour le 15/07/2024 • la procédure "intervention dans l'enclos des lynx" a été mise à jour le 15/07/2024 • la procédure "intervention dans l'enclos des loups" a été mise à jour le 15/07/2024 • la procédure "intervention dans l'enclos des saïmiris" a été mis à jour le 15/07/2024 • la fiche sécurité procédure Lynx a été mise à jour le 07/04/2023. Aucune autre procédure concernant les animaux dangereux n'a été présentée. Point non conforme.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu qu'une procédure écrite soit réalisée pour chaque animal ou famille d'animaux dangereux. Ces procédures doivent être connues du personnel qui intervient dans les enclos de ces animaux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 9 : Des conduites d'élevage des animaux.

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 25
Thème(s) : Risques accidentels, Procédures -entretien des espèces dangereuses
Prescription contrôlée : Le personnel habilité à cet effet doit avoir rapidement à sa disposition les matériels de capture, de contention et d'abattage appropriés à chaque espèce ainsi que les matériels de protection nécessaires, tels vêtements, gants, bottes, lunettes et masques. En cas de danger, l'abattage d'un animal ne peut être effectué que s'il est de nature à éviter une blessure ou à sauver une vie humaine. Cette mesure ne doit être prise que lorsque tous les autres moyens pour repousser ou

capturer l'animal sont ou se révèlent inopérants.
<p>Constats :</p> <p>Les personnes habilitées au local où se trouve le matériel de capture sont les moniteurs et la responsable zoologique.</p> <p>Lors de l'inspection, ce local a été visité : il a pu être observé que les armes et les médicaments létaux étaient stockés dans des coffres fort fermés à clefs.</p> <p>Lors de la visite, la présence d'épuisette, de boucliers, de lassos et caisses en quantité suffisante ont été observées.</p> <p>Point conforme.</p> <p>Les clefs des coffres se trouvent dans la même pièce que les armes.</p> <p>La procédure présentée pour la contention des animaux n'est pas à jour, elle fait état de la présence d'un seul fusil d'abattage (carabine 7*64) alors qu'il a été constaté la présence de plus de 7 armes différentes.</p> <p>L'inventaire des armes ne correspond aux armes présentes dans le coffre (ex: inventaire: 2 matadors or un seul était présent).</p> <p>Point non conforme</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Il est attendu de la part de l'exploitant la mise à jour des points suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • procédure liée à la capture des animaux • inventaire des armes présentes. <p>Pour une raison de sécurité, il est attendu que les clefs des coffres ne soient pas entreposées dans la même pièce.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 10 : Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 31
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité des enclos
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les animaux ne doivent pas pouvoir franchir l'enceinte de leur enclos. Les dimensions et les caractéristiques des dispositifs et des aménagements destinés à prévenir la fuite des animaux sont en rapport avec les aptitudes de l'espèce et avec les possibilités d'expression de ces aptitudes à l'intérieur de l'enclos. Les clôtures sont munies de retours vers l'enclos lorsqu'elles ne permettent pas à elles seules de s'opposer aux diverses tentatives de franchissement des animaux. Ces retours possèdent une inclinaison et une dimension adaptées. Aucun élément de la conception des enclos, aucun de leurs aménagements ne doit réduire l'efficacité de l'enceinte. S'ils sont susceptibles de favoriser la fuite des animaux, les arbres sont régulièrement taillés.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les enclos contrôlés lors de l'inspection sont les suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> • ours • loup • lynx • bouquetin • mouflon • cerfs

<p>Ces enclos possèdent une clôture ne permettant pas l'évasion des animaux. Certains enclos comme ceux des loups, de l'ours et des lynx sont électrifiés en complément. Les arbres sont régulièrement taillés. Ces enclos sont conçus de manière à éviter toute fuite des animaux. Point conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 11 : Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 32</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité des enclos</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les animaux ne doivent pas pouvoir détériorer les clôtures et les autres dispositifs de séparation auxquels ils ont accès. Les montants des clôtures sont solidement implantés au sol. Les grillages sont solidement fixés. Les caractéristiques des mailles de ces grillages ainsi que celles des matériaux les composant sont adaptées aux espèces hébergées et empêchent les déformations du fait des animaux pouvant amoindrir l'efficacité des clôtures et des autres dispositifs de séparation. L'intégrité des clôtures doit pouvoir être vérifiée en permanence. Lorsqu'elles sont endommagées, les clôtures et les barrières doivent pouvoir être rapidement réparées à moins que les établissements disposent d'un autre lieu d'hébergement pour les animaux concernés. Les parois transparentes permettant au public d'observer les animaux sont suffisamment résistantes pour ne pas être détériorées par le public ou par d'éventuelles attaques des animaux. La résistance du vitrage des aquariums est adaptée à la pression de l'eau qu'ils contiennent.</p>
<p>Constats :</p> <p>Au sein des enclos contrôlés, les clôtures sont dans un bon état et les mailles du grillage sont adaptées aux espèces présentes dans les enclos. Les grillages sont solidement fixés au poteau en bois. L'intégrité des enclos est vérifiée quotidiennement par les soigneurs. Les parois transparentes présentes pour certaines espèces sont suffisamment résistantes pour ne pas être détériorées par le public. Point conforme.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 12 : Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 33</p>
<p>Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité des enclos</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Sauf en cas d'autorisation spécifique du préfet (directeur départemental des services vétérinaires), les clôtures électriques ne doivent être utilisées qu'en complément d'un dispositif principal permettant à lui seul la contention des animaux dans leur enclos.</p>
<p>Constats :</p> <p>Les clôtures électriques utilisées sur le site sont utilisées comme complément au dispositif principal de contention des animaux dans leur enclos.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 13 : Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 35
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité des enclos
Prescription contrôlée : L'accès du personnel aux enclos et aux locaux hébergeant des animaux prévient l'évasion des animaux et assure la sécurité des personnes. En particulier, la pénétration du personnel à l'intérieur des enclos et des locaux en présence des animaux d'espèces considérées comme dangereuses ne peut être autorisée par les responsables des établissements que si, eu égard au degré de dangerosité des animaux, les risques encourus sont faibles et peuvent être prévenus immédiatement s'ils apparaissent.
Constats : L'accès du personnel aux enclos et aux locaux hébergeant des animaux est encadré par des procédures. Ces procédures ne sont pas affichées mis à par pour le bâtiment des lynxs.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Il est attendu l'affichage des procédures et leur mise à jour pour l'accès du personnel dans les enclos des animaux dangereux.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 14 : Des installations d'hébergement et de présentation au public des ...

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 25/03/2004, article 38
Thème(s) : Risques accidentels, Sécurité des enclos
Prescription contrôlée : Dans les conditions normales de visite, le public ne doit pas pouvoir se pencher au-dessus des barrières et des autres dispositifs de séparation d'une façon qui présente un danger.Des dispositifs suffisants empêchent le public d'avoir accès aux fossés servant à délimiter les lieux où sont hébergés les animaux. Les passages empruntés par le public et situés au-dessus des lieux où sont hébergés les animaux garantissent la sécurité du public, en assurant notamment le respect des distances de sécurité par rapport aux animaux, visées à l'article 36 du présent arrêté. Le public ne doit pas avoir accès aux clôtures électriques.
Constats : En ce qui concerne les enclos contrôlés lors de l'inspection, il a été constaté que le public ne peut se pencher sur les barrières des enclos des animaux réputés dangereux. Des gardes de corps avec une corde ont été mis en place sur certains enclos (mouflons et bouquetins) afin que les visiteurs ne s'approchent pas trop près de l'enclos. En ce qui l'enclos de l'ours, un fossé est présent coté ours. D'autres fossés sont présents à l'extérieur des enclos des cerfs afin de dissuader les visiteurs de s'approcher de la clôture. Un garde-corps grillagé est présent au niveau de l'enclos des loups. Ces dispositifs de protection du visiteur ont été mis en place depuis peu au sein du Domaine de Pescheray. Point conforme.
Type de suites proposées : Sans suite

